

Pour une alphabétisation conscientisante en République Démocratique du Congo

Gratien Mokonzi Bambanota

Introduction

Depuis que, venu de l'Est, le vent de la perestroïka a contraint le feu Président Mobutu à décréter, en 1990, le processus de démocratisation en République Démocratique du Congo (R.D.C.), des voix ne cessent de s'élever, notamment de la part des partis politiques, des associations de la société civile et de certains responsables politiques, pour revendiquer *l'organisation des programmes d'alphabétisation en faveur des adultes*. La conférence Nationale Souveraine, organisée en 1992, avait, elle-même, en son temps, recommandé, à travers le rapport de la commission de l'éducation, la *création des structures de lutte contre l'analphabétisme primaire et de retour à travers tout le pays*. De même, l'article 44 de la nouvelle constitution de la R.D.C. promulguée le 9 mars 2006 stipule que « *l'éradication de l'analphabétisme est un devoir national pour la réalisation duquel le Gouvernement doit élaborer un programme spécifique* ».

Lancé en cette période historique de la R.D.C., cet appel à l'éradication de l'analphabétisme semble se fonder sur certaines convictions formulées par Cairns (1989), sous forme de questions, en ces termes : « *Quand la majorité de la population est analphabète, comment réaliser les objectifs et les ambitions de la nation ? Et comment, dans ces conditions, parvenir à un développement équitable ? Comment les individus et la société tout entière peuvent-ils avoir l'espoir d'une authentique libération ?* »

Cependant, compte tenu de l'histoire de la R.D.C. et des objectifs fixés pour son avenir, particulièrement à travers la Constitution de la Troisième République, l'alphabétisation doit être conscientisante pour qu'elle joue le rôle qu'on entend lui attribuer actuellement (soutenir le processus démocratique et de reconstruction du pays). Tel est notre propos dans cet article. Mais avant tout, examinons d'abord la situation actuelle de l'analphabétisme en R.D.C.

L'analphabétisme en R.D.C.

Comme nous l'avons écrit dans un article antérieur (Mokonzi, 2005a), suivant les résultats de l'enquête menée par l'UNICEF en 2001, en R.D.C. un adulte sur trois (32%) ne sait ni lire ni

écrire. L'analphabétisme frappe, comme dans la plupart des pays du tiers monde, plus les femmes que les hommes. C'est ainsi que 44% de celles-là contre 19% de ceux-ci sont analphabètes, soit un indice de parité de 0,69¹. Ces estimations de l'UNICEF concordent en gros avec celles de l'UNESCO, lesquelles mentionnent, pour la R.D.C., un taux d'analphabétisme de 34,7% de la population adulte âgée d'au moins 15 ans au cours de la période de 2000-2004. Ce taux s'élevait, au cours de la même période, à 20,2% pour les hommes et 48,1% pour les femmes, écart traduit par un indice de parité de 0,65.

En matière d'alphabétisation des adultes, les estimations de l'Institut de Statistique de l'UNESCO montrent que la situation s'améliore progressivement, de sorte qu'en 2015, le taux d'analphabétisme sera d'environ 20,8% pour l'ensemble de la population adulte, 13,8% pour les hommes et 27,7% pour les femmes. Permettant à la R.D.C. d'atteindre l'objectif de la réduction de 50% du taux d'analphabétisme par rapport à la situation de l'an 2000², cette amélioration s'accompagne de la réduction progressive des disparités entre les hommes et les femmes (cf. tableau 1 et graphique 1).

Tableau 1 : Evolution du taux d'analphabétisme en R.D.C. de 1970 à 2015

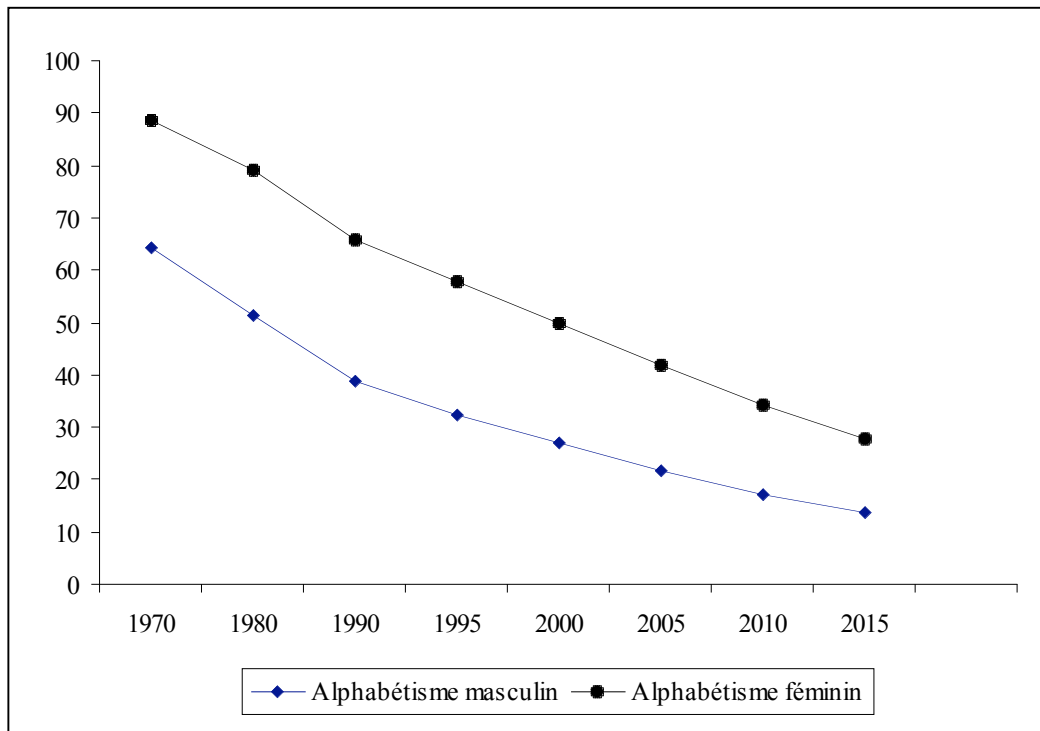
Années	Taux d'analphabétisme Global	Taux d'analphabétisme Masculin	Taux d'analphabétisme Féminin	Indice de Parité
1970	77,2	64,4	88,6	32,0
1980	65,9	51,5	79,2	42,9
1990	52,5	38,6	65,6	56,0
1995	45,4	32,4	57,7	62,6
2000	38,6	26,9	41,8	68,7
2005	31,9	21,8	41,7	74,6
2010	25,8	17,3	34,1	79,7
2015	20,8	13,8	27,7	83,9

Source : Institut de statistique de l'UNESCO, section alphabétisation et éducation non formelle, 2002.

Graphique 1 : Evolution du taux d'analphabétisme en R.D.C. de 1970 à 2015 par sexe

¹ Cet indice est obtenu ici par le rapport entre le taux d'alphabétisme des femmes (56%) et le taux d'alphabétisme des hommes (81%).

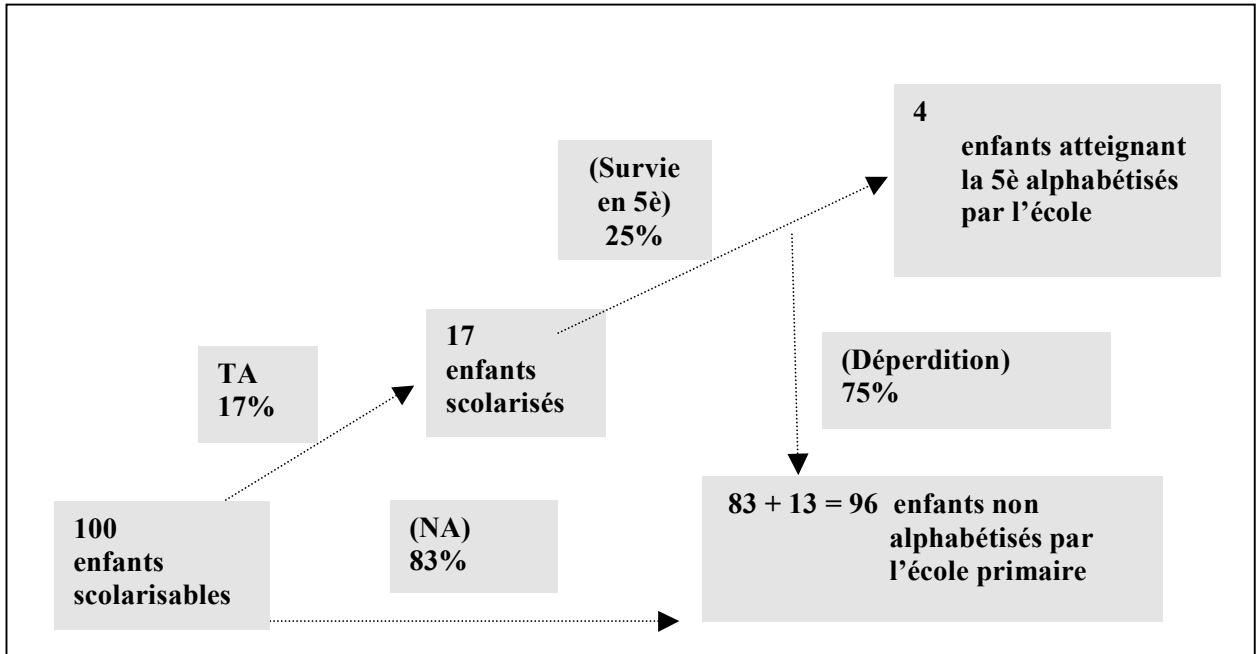
² Il s'agit là d'un des objectifs de l'Education Pour Tous (EPT) préconisés par le forum mondial de l'éducation organisé à Dakar du 26 au 28 avril 2000.



Néanmoins, compte tenu du contexte socio-politique actuel de la R.D.C., il est permis de douter de la réalisation de ces estimations de l'Institut de l'UNESCO. En effet, depuis plus de deux décades, la procédure curative de l'analphabétisme, c'est-à-dire l'alphabétisation des jeunes et des adultes en dehors de l'école, est l'un des secteurs les plus négligés en R.D.C., de sorte que la lutte contre l'analphabétisme s'appuie, sinon exclusivement, du moins principalement sur la procédure préventive, à savoir l'enseignement primaire. Or ce dernier n'est actuellement efficace ni sur le plan quantitatif, ni sur le plan qualitatif.

Du fait de cette inefficacité, la proportion des analphabètes dans la population adulte va vraisemblablement augmenter dans l'avenir, évidemment si l'on n'intensifie pas entre-temps la lutte contre l'analphabétisme. Pour nous en rendre compte, partons de deux sources d'alimentation de l'analphabétisme : la non-scolarisation et les abandons en cours du cycle. A ce propos, le taux net d'admission à l'école primaire est de 17% en 2001 tandis que le taux de survie scolaire au niveau de la cinquième équivaut à 25% (*cf.* enquête MICS2 de l'UNICEF). En considérant ces deux réalités, on peut déduire la proportion des sujets potentiellement analphabètes et donc non alphabétisés par le système formel (*cf.* graphique 2).

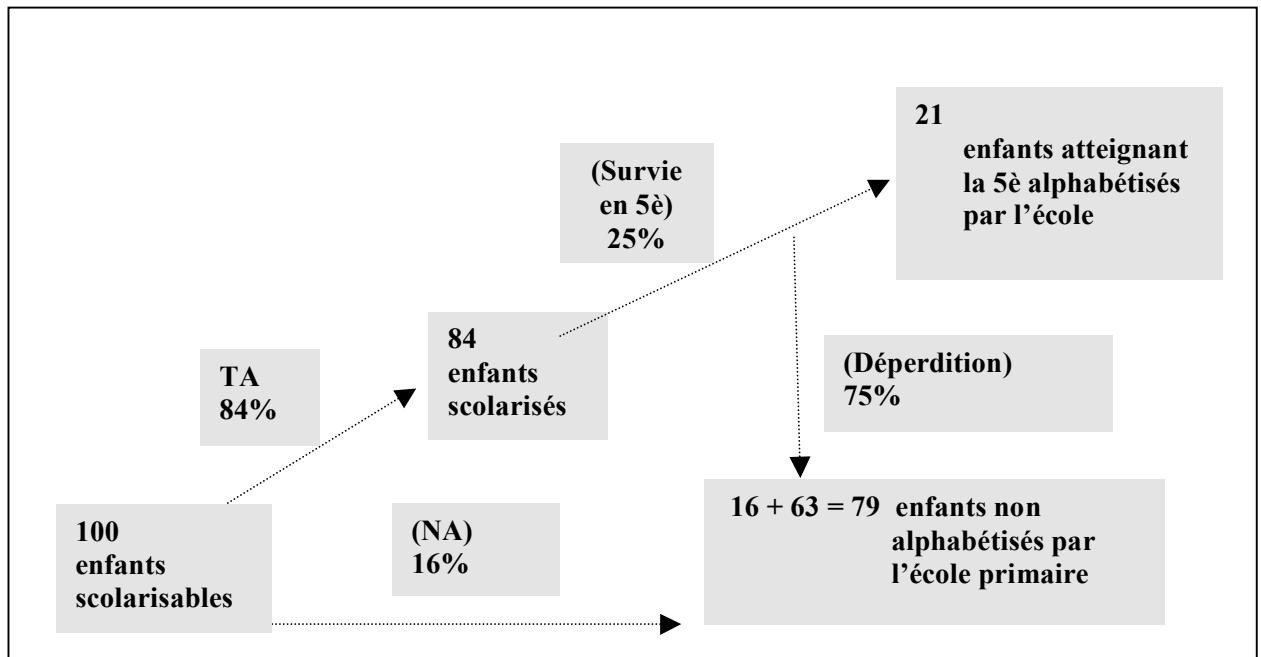
Graphique 2 : Ampleur de l'analphabétisme en fonction du taux net d'admission



En partant ainsi d'une population de 100 enfants de 6 ans et d'un taux d'admission (TA) de 17%, on peut dire que 83 enfants congolais n'accèdent pas à l'école primaire. Ensuite, du fait que la déperdition est très forte, soit 75% au cours des quatre premières années de la scolarité, de 17 enfants qui accèdent à l'école, 13 seulement parviennent en cinquième année primaire sans redoublement. En d'autres termes, 13 enfants sur 100 ont la chance de sortir de l'analphabétisme ; tandis que 87 risquent de faire partie des analphabètes à l'âge adulte.

En considérant même le taux brut d'admission qui, selon l'UNICEF, est de 84%, on se rend compte que la situation n'est pas plus enviable, 79 enfants étant, dans ce cas, candidats potentiels à l'analphabétisme (*cf.* graphique 3).

Graphique 3 : Ampleur de l'analphabétisme en fonction du taux brut d'admission



Certes, la situation ci-dessus ne traduit pas exactement la réalité car, alors que certains élèves atteignent la cinquième après quatre années de scolarité, d'autres accèdent à ce niveau de scolarité après 5 ans, 6 ans... Qu'à cela ne tienne ! Toujours est-il qu'en même temps les élèves qui arrivent en cinquième, voire en sixième année primaire, ne sortent pas tous de l'analphabétisme. Autrement dit, parmi eux, certains ne savent ni lire ni écrire (*cf.* Mokonzi & Isoy :2002, Mokonzi :2005c), la qualité de l'école congolaise s'étant fortement dégradée depuis plus de deux décennies.

Somme toute, la situation de la R.D.C., en matière d'alphabétisation, ne permet pas d'être optimiste, comme semblent le suggérer les estimations de l'Institut de Statistique de l'UNESCO.

L'alphabétisation conscientisante

Parler de l'alphabétisation conscientisante, c'est poser la problématique suivante: «*Comment faire des activités de l'apprentissage les instruments de changement, les outils de libération ?* » C'est considérer la lecture, l'écriture et le calcul non comme le point d'arrivée, mais plutôt comme le point de départ d'une démarche qui vise l'analyse et l'amélioration d'une situation sociale dans sa globalité.

Dans ce sens, l'alphabétisation prend cette définition donnée par le Front Sandiniste de Libération Nationale (F.S.L.N., Nicaragua) : « *Un apprentissage de la vie parce qu'au cours du processus d'alphabétisation, l'individu découvre sa valeur intrinsèque en tant que personne, que moteur de l'histoire, qu'acteur appelé à jouer un rôle social important, qu'individu ayant des droits à faire valoir et des devoirs à remplir.* » (Cardinal & Millier, 1982).

Par-delà la lecture, l'écriture et le calcul, l'alphabétisation conscientisante vise donc le passage d'un ordre ancien, qui avilit l'homme, vers un ordre nouveau, qui le libère. L'ordre ancien qu'il faut bouleverser et déstructurer est celui d'une société marquée essentiellement par une série d'injustices sociales, c'est-à-dire une série de marginalisations et d'aliénations, une société où règne non seulement l'oppression de la masse par une poignée d'individus, mais aussi, à cause de ceci, une léthargie assez généralisée.

L'un des effets néfastes de cet ordre est de créer, chez l'opprimé, ce que Freire appelle « *une conscience dominée, une conscience esclave, une conscience primaire* ». Celle-ci l'amène à intérioriser l'opinion que l'opresseur a de lui, à savoir qu'*il n'est bon à rien, il ne sait rien et ne peut rien apprendre, il est malade, paresseux et improductif...* (Hautecoeur, 1978, p. 143). La conscience primaire ne permet pas ainsi à l'opprimé d'avoir de la réalité une compréhension critique parce qu'elle l'empêche d'en faire une analyse systématique et d'en avoir une perception objective.

Par contre, l'ordre nouveau qu'il faut chercher à instaurer est celui qui favorise l'éclosion d'une conscience critique et, partant, la libération de l'homme. Il assure, pour cela, la justice sociale et restitue à l'homme son humanité. Anti-thèse de la conscience dominée, la conscience critique permet de faire l'analyse rigoureuse de la réalité en vue de remonter à la source des problèmes sociaux et de proposer des solutions adéquates. Cette conscience inspire le désir du changement et admet que le dépassement de la situation d'oppression et de pauvreté est possible.

Bref, l'alphabétisation n'est pas (ne devrait pas être) un acte purement mécanique par lequel on apprend uniquement à lire, écrire et calculer, mais elle est également et surtout un processus de conscientisation. Un processus par lequel les hommes apprennent à faire une analyse critique de différents problèmes (politiques, économiques, culturels...) de leur

communauté et à transformer la réalité. *Il y a là un principe fondamental : l'alphabétisation et la conscientisation ne doivent jamais être disjointes.*

Il faut dire ici que les régimes dictatoriaux ne favorisent pas généralement l'éducation systématique de la masse, encore moins le développement de l'alphabétisation conscientisante, étant donné que celles-ci donnent au peuple des instruments d'analyse et de remise en question du rapport des forces.

L'émergence de la conscience critique par l'alphabétisation conscientisante implique la participation des auditeurs aux différentes phases de la formation : participation à la pré-alphabétisation, participation à l'alphabétisation et participation à la post-alphabétisation.

Au niveau de la pré-alphabétisation, il faut faire participer les auditeurs-cibles à ce qu'on appelle « études préliminaires », c'est-à-dire l'étude du milieu, la détermination des obstacles au développement ainsi que l'étude des motivations des participants. Ces études visent l'élaboration d'un programme d'alphabétisation centré sur les problèmes de la population. Parmi ces études préliminaires, la détermination de l'univers-thématique, selon l'approche de Freire, requiert une attention particulière dans le contexte d'une alphabétisation conscientisante.

La méthode de recherche de la thématique proposée par Freire veut que l'éducateur et les éduqués soient tous sujets de la recherche. En effet, *« plus les hommes adoptent une attitude active dans la recherche de leur thématique plus ils approfondissent leur prise de conscience de la réalité et en explicitant leur thématique significative, ils la dominent »* (Freire, 1980).

Au niveau de l'alphabétisation, la participation se fait à travers des leçons données sous forme de discussions, de débats ; discussions autour des thèmes générateurs rassemblés au cours de la phase de pré-alphabétisation.

La participation aux discussions permet de faire de la réalité sociale une analyse systématique qui engendre, à son tour, une compréhension critique. Une telle didactique implique l'établissement des rapports particuliers entre l'éducateur et l'éduqué. Plutôt que des rapports d'imposition entre un savant absolu et un ignorant absolu, il faut des relations dialectiques entre deux personnes qui apprennent ensemble à analyser la situation sociale (limite) et à proposer son dépassement pour l'épanouissement de l'homme. La didactique de dictature,

propre à une société déshumanisante, doit ainsi être remplacée par une didactique démocratique, propre à une société humanisante.

Enfin, au niveau de la post-alphabétisation, la participation peut s'exercer au sein des clubs de réflexion. Ceux-ci pourraient regrouper les néo-alphabètes ainsi que les autres membres de la communauté et auraient pour objectif : réfléchir sur les problèmes de la société, proposer des solutions appropriées et s'engager à appliquer ces solutions. A ce niveau également, la méthode de discussion doit être privilégiée. En outre, pour rassembler les thèmes sur lesquels doivent porter les discussions, on peut notamment recourir à la lecture des journaux, à l'écoute de la radio, à l'analyse des discours des responsables politico-administratifs, etc.

Nécessité de l'alphabétisation conscientisante en R.D.C.

L'histoire de la R.D.C., comme celle de l'Afrique, est faite de brutalités : brutalité de la traite, brutalité de la colonisation, brutalité de la lutte pour l'indépendance, brutalité des rébellions, brutalité de la dictature, etc. De par ces brutalités, la R.D.C. est progressivement devenue une société bloquée, c'est-à-dire marquée par de multiples contradictions qui empêchent aussi bien la libération des individus que le progrès de la société tout entière.

C'est un tel constat qu'a relevé la Conférence Nationale Souveraine de la R.D.C. en 1992. On peut, en effet, lire dans le rapport de la commission de l'éducation ce qui suit : « *La société congolaise est une société dominée, bloquée par des contradictions et des paradoxes de tous genres. Elle s'auto-reproduit en s'anémiant parce que nourrie par une idéologie d'exploitation et d'asservissement. Elle se caractérise en outre par la symbiose de toutes les formes du mal dans tous les secteurs de la vie. Elle est une société où les valeurs universelles du vrai, du bien et du beau ont été évacuées de l'échelle de référence. Une société où les intérêts et la fonction de l'État ont été privatisés par une minorité et où par conséquent le peuple déboussolé, condamné à toutes formes de débrouillardise, se meurt dans une jungle déshumanisante.* »

Comme conséquence que cette réalité entraîne au niveau de l'individu, on peut relever la soumission, la peur, le fatalisme...en un mot, la conscience dominée dont nous avons parlé plus haut. Aussi, les discours prononcés par les responsables politiques fraîchement installés au pouvoir au seuil de la Troisième République, insistent-ils sur l'impératif du changement de mentalité pour que la reconstruction du pays soit possible.

Pourtant, le changement de mentalité requiert, lui-même, l'émergence de la conscience critique. La R.D.C. a aujourd'hui besoin d'un citoyen qui fait sien le discours suivant : « C'est *Moi* qui prends conscience de mes besoins, de mes possibilités, de mes carences ; c'est *Moi* qui me mobilise et acquiers certains outils ; après un certain temps, c'est *Moi* qui m'engage dans le développement de mon milieu et dans le changement social. » (Hautecoeur, 1978, p. 144). Pour ce qui est de l'alphabétisation, l'éclosion d'une telle conscience ne peut être faite ni par l'alphabétisation classique, ni par l'alphabétisation dont la fonctionnalité se limite à la production (fonctionnalité économique), mais elle exige plutôt une alphabétisation conscientisante, celle qui allie la réflexion à l'action dans le processus de transformation de la réalité sociale dans sa totalité. Une alphabétisation qui, comme l'affirme Blot, incite les alphabétisés à s'interroger sur le mode de société dans laquelle ils vivent et à s'investir, dans les organisations mêmes de cette société, pour la transformer.

La phase historique actuelle de la R.D.C. est favorable à l'organisation systématique d'une telle alphabétisation. L'histoire de l'alphabétisation n'a-t-elle pas, en effet, révélé que « la mobilisation des ressources, la polarisation des énergies, l'enthousiasme et le dévouement se rencontrent uniquement pendant les périodes de transformation radicale de la société ? » (Cairns, 1989). C'est ce qu'indiquent notamment les expériences de l'URSS (avec la révolution de 1917), de la Chine (avec la révolution de 1949), du Nicaragua (avec la révolution sandiniste), etc.

La phase historique que traverse actuellement la R.D.C. n'est-elle pas favorable à l'organisation des campagnes d'alphabétisation conscientisante ? En effet, suivant l'esprit de la nouvelle Constitution adoptée par référendum, en décembre 2005, le peuple congolais voudrait, dans un avenir relativement proche, bâtir un État :

- où se consolide l'unité nationale ;
- qui est résolument engagé dans la bataille du développement ;
- où les droits fondamentaux sont garantis ;
- qui promeut la parité homme-femme ;
- et où s'instaure la démocratie pluraliste.

Tout en ambitionnant de devenir un État fort, la R.D.C. veut aussi être en interaction positive avec d'autres États d'Afrique et du monde et être en même temps compétitif sur le plan international.

Oui, on sent de plus en plus que la population congolaise aspire, sinon dans son ensemble, du moins dans sa majorité, au changement radical. L'acceptation, à 80%, de la nouvelle Constitution au référendum de 2005 ne signifie-t-elle pas éloquemment que cette population appelle de tous ses vœux la Troisième République qui se veut, comme indiqué ci-haut, un État de droit ? N'est-ce pas cette aspiration qui transparait déjà dans les mémorandums adressés au feu Président Mobutu en 1990, qui a sous-tendu ensuite les déclarations de politique générale et sectorielle ainsi que les actes de la Conférence Nationale Souveraine et qui transparait aujourd'hui de nouveau dans les critiques adressées par *Monsieur Tout le monde* à ses dirigeants nouvellement installés au pouvoir ?

Enfin, dans la phase actuelle, caractérisée par le pluralisme politique et syndical, il nous faut un peuple doté d'une conscience critique. Cela est d'autant plus important qu'en évoquant le prétexte de changement, les politiciens recourent généralement au peuple, moins pour le libérer de l'oppression que pour le conquérir et conquérir le pouvoir pour la satisfaction de leurs propres intérêts. L'alphabétisation conscientisante s'avère être l'un des moyens de la formation de cette conscience dont le peuple a besoin pour sa libération permanente.

Conclusion

La volonté politique et l'aspiration au changement sont des facteurs déterminants pour la réussite des programmes d'alphabétisation. Ces facteurs se manifestent actuellement en R.D.C., respectivement à travers la nouvelle Constitution qui érige la lutte contre l'analphabétisme en un devoir national, les prises de position des responsables politiques et les déclarations des acteurs de la société civile. Cependant, étant donné la longue histoire de domination connue par le peuple congolais, le type d'alphabétisation à envisager en sa faveur ne devrait être que conscientisante, une alphabétisation qui permet l'émergence d'une conscience critique en vue de la déstructuration du statu quo et de l'établissement d'un ordre nouveau, plus humanisant.

L'alphabétisation conscientisante implique, elle-même, la participation de la population-cible à toutes les phases de la formation : participation à l'élaboration du programme, particulièrement à travers la détermination de l'univers thématique, participation aux débats autour des thèmes générateurs pendant le déroulement des leçons et, enfin, participation aux discussions au sein des clubs de réflexion. C'est une telle alphabétisation qui peut aujourd'hui

soutenir la démocratie naissante et la reconstruction impérieuse du pays. Elle est donc elle-même un chantier non négligeable de la Troisième République.

Références

- Blot, J.Y. (nd). Une alphabétisation libératrice pour transformer Haïti. *Le monde alphabétique*. 86-92.
- Cairns, J.C. (1989). Les campagnes d'alphabétisation : bilan et leçons pour l'avenir. *Perspectives*, XIX(4).
- Cardinal, F & Millier, V. (1982). Nicaragua : alphabétisation et révolution. *Perspectives*, XII(2).
- Conférence Nationale Souveraine (1992). Commission de l'éducation. Rapport final, Kinshasa.
- Freire, P. (1980). *Pédagogie des opprimés*. Paris : Maspero.
- Hautecoeur, J.P. (1978). *Analphabétisme et alphabétisation*. Québec : Service Général des Communications du Ministère de l'Éducation.
- Mokonzi, Gr.B. (2005a). Les exclus de l'école congolaise. *Ecole Démocratique*. Hors série. 9-15.
- Mokonzi, Gr.B. (2005b). L'éducation pour tous d'ici 2015 : quelle chance de réussite pour la République Démocratique du Congo ? *Ecole Démocratique*. Hors série. 4-8.
- Mokonzi, Gr.B. (2005c). L'école primaire congolaise et la lutte contre l'analphabétisme. *Ecole Démocratique*. Hors série. 31-35.
- Mokonzi, Gr. B. & Isoy, A. A. (2002). Contribution de l'enseignement primaire à l'alphabétisme : cas des écoles primaires de la ville de Kisangani en République Démocratique du Congo. *Scientia Paedagogica Experimentalis*, 39(2), 181-195.
- UNESCO (2006). *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2006*. Paris : UNESCO.
- UNICEF (2002). Enquête nationale sur la situation des enfants et des femmes (MICS2/2001). Rapport d'analyse. Kinshasa : UNICEF.